



Comité consultatif public mixte (CCPM)

Comité Consultivo Público Conjunto (CCPC)

Joint Public Advisory Committee (JPAC)

**Consultation publique du CCPM sur les enjeux relatifs
à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15
de l'Accord nord-américain de coopération
dans le domaine de l'environnement – Version provisoire**

Résumé des observations du public

Octobre 2000

**Consultation publique du CCPM sur les enjeux relatifs à la mise en œuvre
et au développement des articles 14 et 15 de l'Accord nord-américain
de coopération dans le domaine de l'environnement – Version provisoire**

Résumé des observations reçues

I. Introduction

Conformément à la résolution du Conseil n° 00-09 (voir l'annexe A), adoptée à la VII^e session ordinaire du Conseil tenue à Dallas, au Texas, en juin dernier, le Comité consultatif public mixte (CCPM) de la Commission nord-américaine de coopération environnementale (CNACE) a organisé une consultation publique sur deux sujets se rapportant aux communications des citoyens sur les questions d'application, à savoir un projet de processus d'examen public des enjeux qui se rapportent à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15 de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement (ANACDE), et un examen public de l'historique du processus de communications pour déterminer les enseignements à en tirer.

Le présent rapport contient un résumé des observations du public sur le document intitulé *Consultation publique du CCPM sur les questions relatives à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15 – Version provisoire* (voir l'annexe B). Il servira de document de référence pour la plénière sur la question qui aura lieu dans le cadre de la session ordinaire du CCPM les 13 et 14 octobre prochains à Washington, D.C.

Nous vous prions de noter que les observations formulées par le public sur l'historique des communications faites en vertu des articles 14 et 15 seront résumées dans un document distinct. Le rapport final du CCPM au Conseil sur cette question devrait être terminé à l'automne 2001.

Dans l'intervalle, un deuxième appel de commentaires sur l'historique des communications faites en vertu des articles 14 et 15 devrait être lancé au début de 2001 et s'assortira de deux ateliers publics. Le premier, intitulé « Historique des communications – Enseignements tirés », devrait avoir lieu le 7 décembre 2000, parallèlement à la session ordinaire du CCPM qui se tiendra les 7 et 8 décembre à Montréal (Québec); le second atelier sera organisé dans le cadre de la session que tiendra le Conseil au Mexique en 2001. Les observations formulées par le public à ce jour sur cette question sont affichées sur le site Web de la CNACE à l'adresse <<http://www.cec.org>>, sous CCPM.

Le lecteur peut aussi consulter le présent rapport et les commentaires du public relatifs au document intitulé *Consultation publique du CCPM portant sur les questions relatives à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15 – Version provisoire* sur le site Web de la CNACE à l'adresse susmentionnée.

II. Appel de commentaires

L'appel de commentaires sur le document intitulé *Consultation publique du CCPM sur les questions relatives à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15 – Version provisoire* a été lancé le 31 juillet 2000 (voir l'annexe C). Les documents connexes ont été envoyés à 5 800 personnes issues de divers secteurs — organisations non gouvernementales, organismes gouvernementaux, établissements d'enseignement, entreprises et organisations ouvrières, groupes autochtones, médias et particuliers — dont les noms figurent dans la base de données de la CNACE. On a également mis les documents à la disposition du public sur plusieurs sites Web ayant trait à l'environnement (CECNet, *Border Environmental Commission*, Infoterra, *Environmental News Network*, *Environmental Law Professors*).

En outre, le président du CCPM a envoyé une lettre aux auteurs de communications passées et actuelles concernés par les articles 14 et 15, les invitant à formuler leurs commentaires; il a également écrit aux 90 organisations qui avaient signé une lettre envoyée au Conseil de la CNACE en mai dernier et qui portait sur le processus de communications des citoyens, et une lettre aux comités consultatifs nationaux.

Le jour même où l'information a été rendue publique, 815 personnes ont visité le site Web de la CNACE. Le 15 septembre, un rappel a été diffusé, à la suite duquel 915 personnes ont visité le site Web de la Commission.

Après la réception des observations, on a envoyé à chacune des organisations un accusé de réception au nom du CCPM.

III. Commentaires publics

La majorité des observations reçues portent sur le processus de réception et de communication, par le CCPM, des questions soulevées par le public.

Certaines portent sur le projet de processus de consultation publique des questions relatives à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15 de l'Accord, traitant principalement de la transparence de la collecte, de l'analyse et de la diffusion de l'information par le CCPM.

Les commentaires publics sont résumés ci-après.

A. Observations générales sur le processus d'examen

Certaines personnes se disent généralement d'accord avec le processus d'examen public proposé. Selon divers répondants, les modifications proposées sont « rationnelles », « tout à fait adéquates » et « appropriées et pondérées » et elles sont « susceptibles de favoriser la transparence nécessaire ».

Par ailleurs, des répondants demandent des clarifications sur trois thèmes se rapportant au processus :

- a) l'opportunité du processus, c'est-à-dire la nécessité de définir des échéanciers pour l'exécution des activités du CCPM;
- b) la pertinence des questions en ce qui a trait aux critères appliqués par le CCPM pour déterminer si une question relève de sa compétence;
- c) les consultations publiques sur la façon dont le CCPM traite les questions qui lui sont soumises (p. ex., dans le cadre d'ateliers ou de consultations locales dans les pays membres).

En fait, de nombreux répondants demandent que les consultations publiques s'inscrivent dans un processus « actif » où le CCPM tient la population au courant de ses activités et de ses responsabilités. D'après un répondant, la CNACE utilise uniquement Internet pour diffuser de l'information, ce qui limite l'accès du public à ses ressources; en outre, les renseignements ne sont pas à la portée de tous compte tenu de leur formulation et de leur présentation complexes.

B. Commentaires sur les responsabilités du CCPM

Certaines personnes demandent un complément d'information sur la façon dont le CCPM prévoit traiter les questions soulevées. Dans certains cas, on se demande qu'est-ce que constitue une « question » pour le CCPM, et dans d'autres, on recommande des groupements plus adéquats.

De nombreux documents traitent de la nécessité de mieux comprendre la façon dont le CCPM établit la pertinence des questions soulevées par le public. Divers répondants sont d'avis que l'absence de critères de sélection peut contribuer à restreindre la participation du public. On demande également au CCPM de fixer des échéances pour certaines activités, par exemple, l'envoi d'accusés de réception et la communication des questions au Conseil. De nombreuses personnes sont d'avis qu'il faut fournir une réponse écrite, quel que soit le résultat.

C. Commentaires sur les responsabilités du Conseil

Selon certains répondants, le fait que le Conseil ait à justifier ses décisions empêche une Partie de remettre le processus en question dans le cas des communications défavorables; à ce sujet, on fait état du processus actuel, qui peut donner lieu à une telle situation.

Des répondants font état du rôle que joue le CCPM auprès du Conseil. On mentionne notamment la nécessité que les questions soient soulevées par le Conseil avant d'être étudiées par le CCPM, la façon de recueillir les commentaires (p. ex., ateliers, consultations), et, de manière générale, la nécessité d'établir des critères clairs en ce qui a trait aux fonctions du CCPM et à celles du Conseil au sein de la CNACE.

D. Commentaires sur la réception et la communication des questions par le CCPM

Les commentaires portant sur la réception et la communication par le CCPM des questions soulevées par le public sont similaires à ceux formulés sur les responsabilités du CCPM. Certains répondants sont préoccupés par la façon dont on consulte le public, par exemple, comment on sollicite la participation de ce dernier. D'autres commentaires portaient surtout sur la nécessité de définir des règles relatives à la détermination de ce que le CCPM doit communiquer au Conseil, par exemple, l'intégralité de la communication originale ou un résumé de celle-ci.

Dans un des documents reçus, on souligne que le rôle du CCPM se limite à examiner les questions d'application des articles 14 et 15 à la demande du Conseil; l'auteur de ce document recommande d'autoriser le CCPM à agir de son propre chef à cet égard. De nombreuses observations portent sur la nécessité d'établir un cadre clair et souple en ce qui a trait à la détermination des questions pertinentes.

Les annexes D et E présentent respectivement les sources des observations formulées par le public et le texte intégral des documents reçus.

Annexe A Résolution du Conseil n° 00-09

Dallas, le 13 juin 2000

RÉSOLUTION DU CONSEIL N° 00-09

QUESTIONS RELATIVES AUX ARTICLES 14 ET 15 DE L'ANACDE

LE CONSEIL :

CONSIDÉRANT que la force de la Commission de coopération environnementale (CCE) repose sur la participation constante et active du Conseil;

AFFIRMANT que le Comité consultatif public mixte (CCPM) joue un rôle essentiel en formulant des avis au Conseil sur toute question relevant de l'*Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement* (l'« ANACDE » ou l'« Accord »);

RECONNAISSANT également que le Secrétariat joue un rôle unique et important compte tenu des responsabilités qui lui incombent en vertu des articles 14 et 15 de l'ANACDE;

TENANT COMPTE de la nécessité d'appliquer les principes de transparence et de participation publique avant de prendre des décisions concernant la mise en œuvre du processus relatif aux communications sur des questions d'application visé aux articles 14 et 15 de l'ANACDE;

RECONNAISSANT que les pays qui sont parties à des accords internationaux ont l'entièvre compétence d'interpréter ces instruments, et que, en vertu de l'alinéa 10(1)d de l'ANACDE, le Conseil a le pouvoir d'examiner les questions et les différends pouvant survenir entre les Parties relativement à l'interprétation et à l'application de l'Accord;

NOTANT que, aux termes du paragraphe 20(1) de l'ANACDE, les Parties doivent s'efforcer en tout temps de s'entendre sur l'interprétation et l'application de l'Accord, et ne ménager aucun effort pour régler, par la coopération et la consultation, toute question pouvant affecter son fonctionnement;

CONSTATANT que chacune des Parties a soulevé des questions concernant l'interprétation et l'application des articles 14 et 15 de l'ANACDE;

RÉAFFIRMANT que les articles 14 et 15 de l'ANACDE constituent le cadre de référence du processus relatif aux communications sur des questions d'application;

DÉCIDE PAR LES PRÉSENTES :

1. qu'il peut confier au CCPM des questions relatives à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15 de l'Accord, afin que celui-ci mène une consultation publique et formule un avis à son attention quant à la manière de traiter ces questions;

2. que toute Partie, le Secrétariat, des membres du public, par l'entremise du CCPM, ou ce dernier peuvent également soumettre à l'examen du Conseil des questions relatives à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15 de l'Accord, à la suite de quoi le Conseil peut confier au CCPM toute question sur laquelle il voudrait qu'il mène une consultation publique et formule un avis à son attention quant à la manière de traiter ladite question;
3. que tout avis que formule le CCPM doit s'appuyer sur une argumentation raisonnée;
4. que les Parties, par l'entremise du Conseil, tiennent compte de l'avis du CCPM lorsqu'elles prennent des décisions concernant ces questions relatives aux articles 14 et 15 de l'Accord, et rendent publiques les raisons ayant motivé ces décisions, mettant ainsi fin au processus;
5.
 - a) que le CCPM examine l'historique public des dossiers des communications sur les questions d'application présentées en vertu des articles 14 et 15 de l'Accord, y compris toutes les mesures prises en vue d'appliquer ces articles, et qu'il établisse un rapport faisant état des enseignements qu'il en a tirés;
 - b) que le Conseil, afin de guider le CCPM dans le cadre de cet examen, lui fasse parvenir une note de présentation ou d'autres renseignements faisant état des questions soulevées par les Parties à l'égard de communications déterminées;
6. que le Secrétariat, en attendant une décision définitive du Conseil, continue de traiter le plus rapidement possible toute communication sur des questions d'application, et ce, en conformité avec l'Accord et les Lignes directrices en vigueur;
7. que les Parties exposent par écrit toute décision prise par le Conseil à la suite d'un avis du CCPM et qu'elles rendent ces explications publiques;
8. que le Conseil examine l'application de cette résolution dans deux ans.

ADOPTÉE PAR LE CONSEIL :

David Anderson
Gouvernement du Canada

Carol M. Browner
Gouvernement des États-Unis d'Amérique

Julia Carabias Lillo
Gouvernement des États-Unis du Mexique

Annexe B Consultation publique du CCPM

Consultation publique du CCPM sur les questions relatives à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15 – Version provisoire

Contexte

Le 12 juin 2000, le Conseil de la Commission de coopération environnementale (CCE) a établi un processus de consultation publique sur les questions relatives à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15 de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement (ANACDE). La résolution du Conseil n° 00-09, confie au Comité consultatif public mixte (CCPM) la responsabilité de mener une consultation publique et de formuler un avis au Conseil quant à la manière de traiter ces questions. On trouvera ci-après une description du processus de consultation publique et des étapes que suivra le CCPM.

Pour aider le Conseil et le CCPM à s'acquitter de leurs responsabilités, la résolution n° 00-09 confie également au CCPM l'examen de l'historique public des communications sur les questions d'application présentées en vertu des articles 14 et 15, y compris toutes les mesures prises pour appliquer ces articles, ainsi que l'établissement d'un rapport faisant état des enseignements qu'il en a tirés.

Processus de consultation publique

Voir le diagramme ci-joint du processus de consultation publique.

Responsabilités du CCPM

Conformément à la résolution n° 00-09, les responsabilités du CCPM en ce qui a trait aux questions relatives à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15 de l'ANACDE sont les suivantes :

1. prendre connaissance des questions soulevées par le public;
2. communiquer ces questions au Conseil;
3. soumettre à l'examen du Conseil les questions soulevées par le CCPM;
4. mener une consultation publique sur toute question que le Conseil souhaite traiter et qu'il confie au CCPM;
5. formuler un avis au Conseil, en fournissant une argumentation raisonnée, quant à la manière de traiter lesdites questions.

Responsabilités du Conseil

Conformément à la résolution n° 00-09, les responsabilités du Conseil en ce qui a trait aux questions relatives à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15 sont les suivantes :

1. prendre connaissance des questions soulevées par une Partie, le Secrétariat ou le CCPM;
2. prendre connaissance des questions émanant du public et communiquées par le CCPM;
3. confier au CCPM toute question qu'il souhaite traiter;
4. tenir compte de l'avis du CCPM lorsqu'il prend des décisions connexes aux articles 14 et 15;
5. exposer par écrit et rendre publique toute décision prise à la suite d'un avis du CCPM;
6. dans deux ans (juin 2002), examiner l'application de la résolution.

Étapes de la consultation menée par le CCPM

Pour s'acquitter des responsabilités qui lui sont confiées en vertu de la résolution du Conseil n° 00-09, le CCPM mènera une consultation publique transparente, juste et rapide. Les responsabilités du CCPM comportent deux volets :

1. prendre connaissance des questions soulevées par le public et les communiquer au Conseil;
2. fournir au Conseil un avis sur toute question que ce dernier lui confie, peu importe la source (une Partie, le Secrétariat, le public ou le CCPM).

Plus précisément, le CCPM propose à cette fin le plan décrit ci-après.

Réception et communication des questions soulevées par le public

1. Tout membre du public qui désire soumettre au Conseil une question relative à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15 doit faire parvenir un énoncé écrit à la chargée de liaison du CCPM par courriel à l'adresse <mpepin@ccemtl.org>, par télécopieur au (514) 350-4314, ou par la poste à l'adresse indiquée ci-dessous.

Tout énoncé écrit que fournit un membre du public au CCPM doit décrire la question relative à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15. Cet énoncé d'au plus trois pages peut être soumis dans l'une ou l'autre des trois langues officielles de la CCE.

2. Si le CCPM juge que l'énoncé ne soulève pas une question relative à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15, il fait parvenir cet énoncé au Conseil, accompagné d'une explication écrite de la raison pour laquelle il est d'avis que la question n'entre pas dans le champ d'application de la résolution n° 00-09. La chargée de liaison du CCPM fait parvenir cette explication écrite à la personne ou à l'organisation ayant soulevé la question; l'explication est affichée sur le site Web de la CCE, à l'adresse <<http://www.cec.org>>, dans les sept jours ouvrables suivants.
3. Si le CCPM juge que l'énoncé écrit soulève une question relative à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15, la chargée de liaison du CCPM transmet par écrit cette question au Conseil. Elle transmet également le texte de la décision du CCPM à la personne

ou à l'organisation ayant soulevé la question; ce texte est affiché sur le site Web de la CCE, dans les sept jours ouvrables suivants.

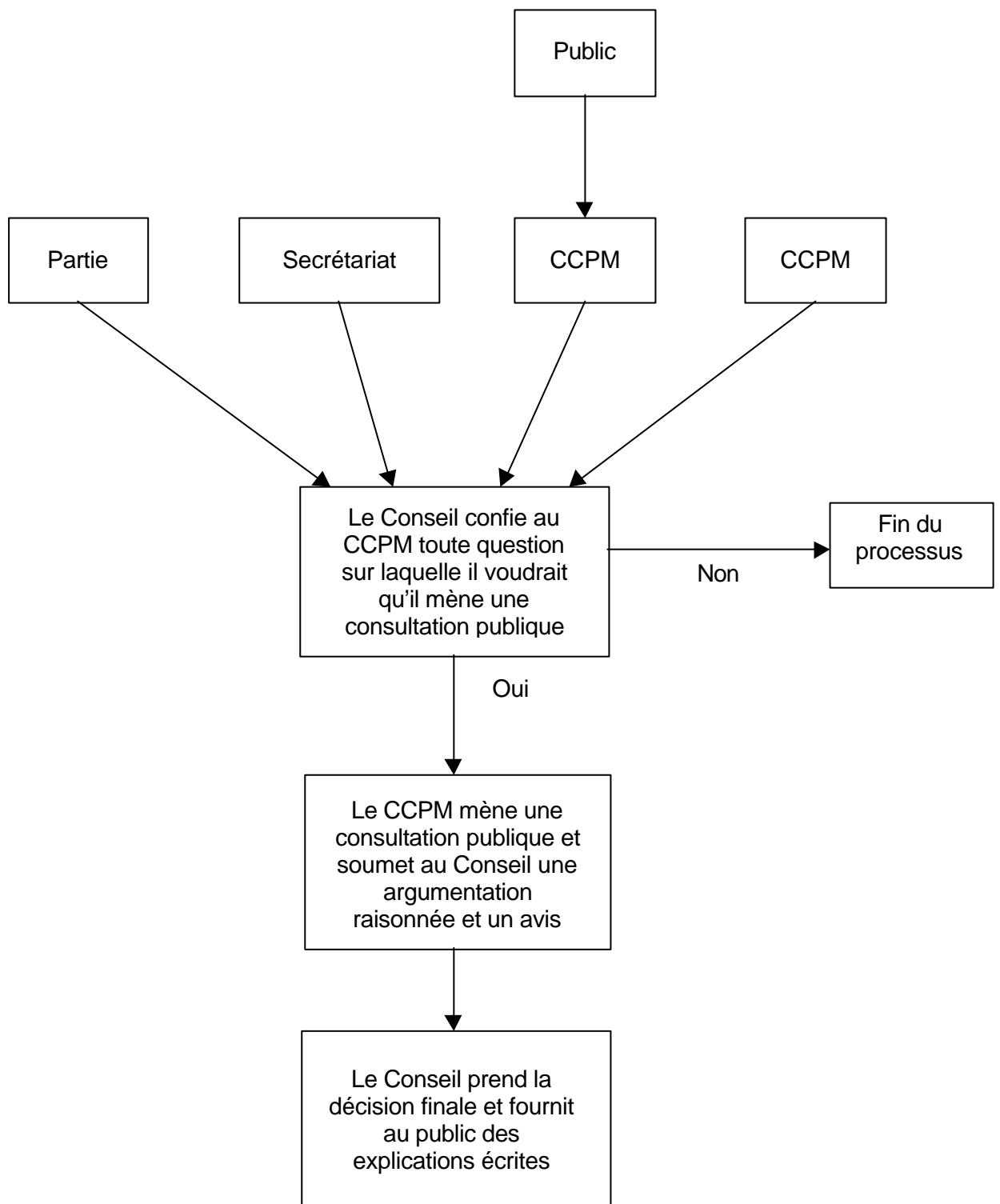
4. La décision du Conseil quant à la suite à donner ou à ne pas donner à une question soulevée par le public est transmise par écrit, par la chargée de liaison du CCPM, à la personne ou à l'organisation ayant soulevé la question; cette décision est affichée sur le site Web de la CCE, dans les sept jours ouvrables suivants.

Examen des questions que lui confie le Conseil

1. Le CCPM mène une consultation publique sur la question, après avoir publié un avis public sur le site Web de la CCE quant à la forme que prendra cette consultation.
2. Après la consultation, le CCPM présente au Conseil un avis écrit ainsi qu'une argumentation raisonnée. De même, le CCPM communique sans délai son avis à la personne ou à l'organisation qui a soulevé la question, ainsi qu'au public par le biais du site Web de la CCE, dans les sept jours ouvrables suivants.

Mise en œuvre et développement des articles 14 et 15 de l'ANACDE

Diagramme du processus de consultation publique



Annexe C Appel de commentaires

Pour publication immédiate

Le CCPM demande au public de formuler des observations sur le mécanisme de la CCE entourant les communications de citoyens

Le CCPM invite le public à commenter la consultation publique proposée et à lui faire part des expériences qu'il a vécues dans le cadre de l'application des articles 14 et 15 de l'ANACDE

Montréal, le 31 juillet 2000 — Le Comité consultatif public mixte (CCPM) de la Commission de coopération environnementale (CCE) veut connaître l'opinion du public sur deux sujets connexes au mécanisme entourant les communications de citoyens sur les questions d'application : le processus de consultation publique sur les questions relatives à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15 de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement (ANACDE); l'examen de l'historique des communications en vue de faire le point sur les enseignements à tirer de l'expérience.

Le Conseil de la CCE a confié cette tâche au CCPM par le biais de sa résolution n° 00-09 adoptée au cours de sa VII^e session ordinaire tenue à Dallas (Texas), en juin dernier.

Conformément à l'article 14 de l'ANACDE, la CCE peut examiner toute communication présentée par une organisation non gouvernementale ou une personne alléguant qu'une Partie à l'Accord omet d'assurer l'application efficace de sa législation de l'environnement. Avec l'approbation du Conseil, la CCE peut mettre en branle un processus menant à un examen plus poussé de la question et à la publication des résultats de cet examen sous forme de dossier factuel, aux termes de l'article 15 de l'ANACDE.

Commentaires sur le processus de consultation publique

On peut consulter le document intitulé Consultation publique du CCPM sur les questions relatives à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15 de l'ANACDE – Version provisoire, sur la page suivante du site Web de la CCE : <http://www.cec.org/who_we_are/jpac/index.cfm?varlan=french>. Ce document décrit le processus et les étapes que le CCPM se propose de suivre dans l'examen des questions que lui confie le Conseil. Le CCPM souhaite que ce processus soit transparent, juste et rapide, et il invite le public à formuler ses observations sur le document. Les membres du CCPM produiront une version définitive de ce document en tenant compte des commentaires reçus au cours de leur session ordinaire des 13 et 14 octobre, qui aura lieu à Washington, D.C. Le public est invité à participer à cette session et à échanger ses vues avec les membres du CCPM sur ce document. On peut consulter l'ordre du jour et trouver le formulaire d'inscription de cette session sur le site Web de la CCE, à l'adresse <<http://www.cec.org>>.

Observations sur l'historique des communications en vue d'en tirer des enseignements

Le public est également invité à formuler ses commentaires sur le processus relatif aux communications de citoyens en général, tel qu'il est appliqué depuis sa mise en place il y a cinq ans, de même qu'à faire état des expériences qu'il a vécues pendant le déroulement de ce processus d'examen. Le présent appel de commentaires, celui prévu pour le début de 2001 et deux ateliers publics permettront au CCPM de connaître l'opinion du public. Les commentaires formulés seront analysés au cours de l'établissement d'un rapport sur les enseignements tirés du processus relatif aux communications.

Ateliers publics sur l'historique des communications et les enseignements tirés de l'expérience

Le CCPM organisera un premier atelier public, parallèlement à la session ordinaire qu'il tiendra les 7 et 8 décembre 2000, à Montréal (Québec). Cet atelier portera sur l'historique des communications et sur les enseignements tirés de l'expérience. La CCE accordera une aide financière à cinq ressortissants de chaque pays représentant divers groupes et intérêts. Un groupe de travail du CCPM choisira ces personnes en fonction des observations qu'elles lui auront fait parvenir dans le cadre du présent appel de commentaires. Les participants choisis seront avisés à la fin d'octobre.

On a prévu tenir un deuxième atelier sur le même sujet parallèlement à la session du Conseil qui aura lieu en juin 2001, au Mexique.

Date limite de présentation des observations

Les observations sur le document intitulé Consultation publique du CCPM sur les questions relatives à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15 de l'ANACDE – Version provisoire, de même que sur l'historique des communications en vue d'en tirer des enseignements doivent être expédiées à la CCE le **22 septembre 2000 au plus tard**. Elles doivent être accompagnées du nom de leur auteur, de la société ou de l'organisation qu'il représente, ainsi que de ses adresses postale et électronique et de ses numéros de téléphone et de télécopieur. Prière de les transmettre à l'attention de la chargée de liaison du CCPM, Manon Pepin, par courriel (<mpepin@ccemtl.org>), par la poste ou par télécopieur, à l'une des adresses suivantes, à Montréal ou à Mexico :

<p>Comité consultatif public mixte Commission de coopération environnementale 393, rue St-Jacques Ouest Bureau 200 Montréal (Québec) H2Y 1N9 Téléc. : (514) 350-4314</p>	<p>Comité Consultivo Público Conjunto Comisión para la Cooperación Ambiental Progreso No. 3 Viveros de Coyoacán México, D.F. México 04110 Téléc. : (525) 659-5023</p>
--	---

La CCE a été créée par le Canada, le Mexique et les États-Unis en vue de renforcer la coopération entre ces trois pays signataires de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et de veiller à l'application de l'ANACDE, l'accord environnemental parallèle à l'ALENA. Elle se penche sur des questions environnementales qui suscitent des préoccupations à l'échelle continentale, plus particulièrement les possibilités et les enjeux en matière d'environnement auxquels donne lieu le libre-échange.

Le Conseil, qui constitue l'organe directeur de la CCE, est formé des ministres fédéraux de l'Environnement des trois pays (ou de représentants équivalents) et il se réunit une fois par année. Le ministre canadien de l'Environnement, M. David Anderson, la secrétaire à l'Environnement, aux Ressources naturelles et aux Pêches du Mexique (Semarnap), M^{me} Julia Carabias Lillo, et l'administratrice de l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (EPA), M^{me} Carol M. Browner, ont participé à la VII^e session ordinaire du Conseil.

Le CCPM est habilité à formuler des avis au Conseil de la CCE sur toute question entrant dans le champ d'application de l'ANACDE. Il est constitué de 15 membres, soit cinq représentants de chaque pays signataire de l'ALENA, qui exercent leurs fonctions de façon totalement autonome.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou des documents connexes au CCPM, prière de consulter le site Web de la CCE, à l'adresse <<http://www.cec.org>>; on peut aussi se procurer des exemplaires imprimés en communiquant avec Jocelyne Morin, au Secrétariat de la CCE, par courriel, à l'adresse <jmorin@ccemtl.org>, par télécopie, au (514) 350-4314, ou par téléphone, au (514) 350-4366.

Annexe D Source des observations

Le tableau ci-après présente la source des observations reçues jusqu'au 22 septembre 2000 (l'échéance qui avait été fixée). Le texte intégral des documents reçus est reproduit à l'annexe E.

	Organisations non gouvernementales	Organismes gouvernementaux	Associations d'entreprises	Total
Canada	3	1	2	6
Mexique	2			2
États-Unis	2	1	1	4
Total	7	2	3	12

Annexe E Texte intégral des commentaires

Le texte intégral des observations reçues sur le processus de consultation proposé sur les questions relatives à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15 de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement est reproduit ci-après.

La langue d'origine des documents et toute autre observation pertinente figurent au début de chaque document.

Les documents sont présentés dans l'ordre suivant :

N° du doc.	Organisation	Représentant	Voir la page
1	Alberta Wilderness Association	Cliff Wallis	15
2	Canadian Council for International Business	Tinda Sebe and Scott Campbell	16
3	Center for International Environmental Law	Anne Perrault and Steve Porter	17
4	Centro Mexicano de Derecho Ambiental	Gustavo Alanís-Ortega and Ana Karina González	19
5	Friends of the Oldman River	Martha Kotsuch	21
6	Comité consultatif national - Canada	William J. Andrews	26
7	National Wildlife Federation	Douglas Jake Caldwell and Andrea Abel	31
8	Sierra Legal Defence Fund	Randy L. Christensen	34
9	Terfa Inc.	Wilson Eedy	38
10	Texas Natural Resource Conservation Commission	Stephen M. Niemeyer Acosta	39
11	United States Council for International Business	Adam B. Greene	40
12	Environmental Health Coalition	Cesar Luna	43

[Document n° 1. Langue d'origine : anglais]



Alberta Wilderness Association

"Defending wild Alberta through awareness and action"

September 22, 2000

Joint Public Advisory Committee
Commission for Environmental Cooperation
393 St. Jacques West, Suite 200
Montreal, Quebec H2T 1N2
Sent to: Manon Pepin: mpepin@ccemtl.org

RE: Draft JPAC Public Review of Articles 14 and 15

Dear Members of JPAC:

Here are the Alberta Wilderness Association's thoughts on Article 14/15 Submissions:

A. **There must be accountability.** To this end, factual records must be made public and should clearly state conclusions and recommendations. All secretariat recommendations regarding the preparation of the factual record should also be made public as soon as the recommendation is made. There must be specific timelines that guarantee a response to submission within a reasonable time period.

B. **There must be timeliness.** We do not feel there is any need for a 30-day waiting period for notification to submitters and the public after the CEC Secretariat's recommendation on preparing the record has been provided to Council. There must be specific timelines that guarantee a response to submission within a reasonable time period.

C. **Specific and Chronic Lack of Enforcement.** There must be avenues for ENGOs and the public to make submissions on specific failures to enforce as well as chronic/general failures to enforce. In fact, the latter probably deserve the most serious attention and scrutiny.

We are opposed to the idea that only Article 14 & 15 issues referred to JPAC by Council can be reviewed by JPAC.

In summary, we feel that Article 14 and 15 submissions can be powerful tools to achieve better enforcement of environmental laws. For ENGOs and the public, this is one of the most important components of the North American Agreement on Environmental Cooperation. It must not continue to be used by Council in a way that undermines public process and effective environmental law enforcement.

Thank you for listening to our concerns.

Yours sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "C. Wallis".

Cliff Wallis
President
deercroft@home.com

[Document n° 2. Langue d'origine : anglais]



Canadian Council for
International Business
Conseil canadien pour le
Commerce international

September 22, 2000

Issues Concerning the Implementation and Further Elaboration of Articles 14 & 15

The CEC Citizen Submissions Process

The following constitute comments on the JPAC Public Review of issues regarding the implementation and further elaboration of Articles 14 and 15 of the NAEEC from the Canadian Chamber of Commerce and the Canadian Council for International Business.

Guidelines for Citizen Submissions to the CEC

Guidelines put in place to review citizen submissions made to the CEC have to be fair and balanced for all parties. Furthermore, it is expected the CEC will review citizen submissions in a credible and transparent manner, based on sound scientific evidence, and with due regard for the three elements of sustainable development, i.e. social, environmental and economic considerations. Confidence in the review process, in the CEC and in the ability of the three NAFTA governments to objectively review and respond to submissions, are of prime importance for fostering support and acceptance of this mechanism.

The Implementation and Further Elaboration of Articles 14 and 15

We consider that Articles 14 and 15 of the NAEEC are acceptable in their current form and allow for sufficient input from the public on North American environmental issues. At the same time, in order for these articles to work as effectively as possible, the NAFTA governments must be clear about how they will respond to legitimate claims and concerns. If the JPAC is to play a greater role in this process, it will be important for this body to remain balanced and credible, including having appropriate representation from business.

The function of the CEC citizen submissions process is to “promote the effective enforcement of environmental law” in the three NAFTA countries. At the same time, it is not the CEC’s role to set policies or mandate environmental practices – this is the proper domain of the NAFTA governments. In carrying out its responsibilities, the CEC must remain mindful of the sustainable development policies of the respective governments and not exceed their bounds. The Canadian government, for example, has clearly stated that: “We must ensure that trade policies support sustainable development and do not restrict legitimate actions to protect the environment and, at the same time, make certain that environmental policies do not unnecessarily limit economic opportunities” (DFAIT Trade and Environment Discussion Paper, May 1999). The citizen submissions process, and indeed any CEC initiative undertaken to advance the objectives of the NAEEC, must respect government policies that have been forged around consensus and established domestic law-making practices.

The CCIB and the Canadian Chamber remain ready to assist the CEC and the Canadian government in ensuring effective and balanced processes that will benefit Canada and the environment.

Contact Information

Tinda Sebe (CCIB) – tsebe@ccib.org, 613-238-4000

Scott Campbell (Canadian Chamber of Commerce) – scampbell@chamber.ca, 416-868-6415

[Document n° 3. Langue d'origine : anglais]

Center for International Environmental Law

September 22, 2000

Manon Pepin
JPAC Liaison Officer

Re: Comments on Draft JPAC Public Review of Issues Concerning the Implementation and Further Elaboration of Articles 14 and 15

Thank you for the opportunity to comment on the JPAC process for reviewing issues related to the implementation and elaboration of Articles 14 and 15. We believe the new process for public review of issues has the potential to bring much needed transparency to the citizen submissions mechanism. Additionally, we believe JPAC, as an independent entity that has demonstrated significant leadership in providing advice to the Council, is well-suited to the task of facilitating the review. However, the extent to which the new process increases the fairness and smooth functioning of the citizen submissions mechanism will depend largely on how the Council responds to JPAC advice.

We offer the following general observations and questions about the process:

- It is unclear if JPAC intends to address each issue separately or group the issues chronologically or by subject matter. We suggest JPAC attempt to group the issues, if possible, to ensure an efficient process.
- Clearly, JPAC will need financial and staff resources to implement this process. It appears that for every issue raised by the public, JPAC might have up to four tasks: (1) review for relevancy; (2) draft a written explanation; (3) provide advice to Council; and (4) hold a public review. We encourage the Council to evaluate the workplan to determine where resources might be available. We suggest the Council begin with an evaluation of existing programs that have exceeded their original life expectancy.
- We are most hopeful that the requirement imposed on Council to explain its decisions will reduce the ability of a Party to weaken the process in response to submissions against it. We believe this conflict of interest created by Party actions has been a serious structural flaw in the existing process.

How JPAC receives and transmits issues from the public:

- We suggest JPAC identify the criteria it will use to determine whether an issue raised by a member of the public is relevant to the implementation and further elaboration of Articles 14 and 15. These criteria should be defined liberally to maximize the opportunity for public input; and, in cases of uncertainty, an issue raised by the public should be presumed to be relevant.
- We suggest JPAC identify the time frame within which it must make this determination of relevancy and the time frame within which the Council must decide to address or not address the relevant issue.

- JPAC proposes to draft a written explanation of why it considers an issue is not within the scope of Resolution 00-09. Will it provide a written explanation when it believes an issue is relevant? This might provide the Council with additional guidance on its decision to address or not address the issue.

How JPAC reviews issues referred to it by the Council:

- JPAC proposes to "hold a public review in such a form as it determines is necessary". We suggest JPAC describe the possible "forms" for public review and identify the criteria it will use to choose the form of review.
- Again, we suggest JPAC identify time frames within which JPAC and Council tasks must occur.

Again, thank you for the opportunity to comment on the Public Review of Issues process. We look forward to working with JPAC and the Council to improve the citizen submission process.

Sincerely,

Anne Perrault, Steve Porter
Attorneys
Center for International Environmental Law
1367 Connecticut Avenue, Suite 300
Washington, DC 20036 USA
(202) 785-8700
aperrault@ciel.org, sporter@ciel.org

[Document n° 4. Langue d'origine : espagnol]

**COMENTARIOS DEL CENTRO MEXICANO DE DERECHO AMBIENTAL, A.C.
(CEMDA)**

M.C. Gustavo Alanis-Ortega

M.C. Ana Karina González

Atlixco 138, Colonia Condesa, México, D.F., 06140

Tel: (525) 286-3323, 211-2457

Fax: (525) 211-2593

Correo electrónico: general@cemda.org.mx

JPAC Responsibilities - Comments

With regard to JPAC responsibilities, we consider that, in order to be able to receive the issues submitted by the public, there must be clear rules determining the form in which these issues submitted by the public are to be received. In addition, it will be necessary to specify what is understood by the word “issues.” With respect to forwarding these issues to the Council, it will be important to specify how (the manner in which) such issues will be forwarded to the Council. That is, whether they will go to the Council as they were presented, whether a summary of them will be made. As regards the public review, it must be specified what a “public review” is. That is, will there be a forum, workshop, seminar, consultation and what will be the criteria for the undertaking thereof. Further, the period for the consultation should be determined.

With respect to the Council advisement by the JPAC, will there be a period for that? How much time does the Council have to cover the issues? Lastly, who will cover the issues? The Council, the JPAC, or a technical group? Also, the Secretariat is not assigned a role at any time. Will the Secretariat play any role?

Council Responsibilities - Comments

With regard to Council responsibilities, we consider that it must be specified which issues are referred to that the Council will handle, since at time reference is made to “application and further elaboration” and at other times reference is made to “implementation or further elaboration of Articles 14 and 15.” Furthermore, it is provided that the Council shall receive issues that the public submits via the JPAC, giving rise to the question of what will happen to issues reaching the Council directly without going through the JPAC? Also there should be the necessary, clear and transparent criteria to be followed so that the Council refers to the JPAC any issue it intends to cover

With respect to point 4 of the Council responsibilities, it is important to know if this is based on the cases already presented under Articles 14 and 15, or in relation to any future modifications proposed for Articles 14 and 15. Regarding point 5, it is important to establish the time that the Council has to explain any decision in writing and to make it public. Lastly, we believe that the two-year period for reviewing the functionality of the Resolution is a very short time, given its implications for the process stipulated in Articles 14 and 15, for which reason we suggest that the period be of at least 4 years.

Steps in JPAC Review - Comments

It needs to be clearly stipulated the manner in which the comments will be received (forums, consultations, workshops, electronically) and the period that the public will have to get them to the JPAC. Also, as has already been commented above, the public should know what the Council will receive: the issue as it was presented, or a summary thereof. With respect to point 2, we believe it is necessary to establish the criteria to be followed to make recommendations to the Council, and the times for making them.

How JPAC Receives and Transmits Issues - Comments

Point 1: Is this “consultation” ongoing? Or will it last for a determined period?

Point 2: The criteria, guidelines or policies allowing the JPAC to determine whether a written statement does or does not relate to a relevant matter will have to be established. As there are no such criteria, discretionality may arise. This comment also applies to point 3.

Point 3: The time that JPAC has to forward a statement to the Council has to be established, as do the criteria for determining whether a statement is relevant, as mentioned above. Forwarding a written statement to the Council does not specify whether it will be presented as submitted to JPAC or whether it will be a summary thereof.

How JPAC Reviews Issues Referred To It by the Council - Comments

Point 1: In how much time will the public review process be undertaken? Once more, what is meant by Public Review (forums, workshops, seminars, e-mail)? Further, we find the provisions that the public review will conform to what JPAC deems necessary to be highly discretionary, for which reason there should be greater care taken with the language to avoid situations like this. Also, we believe that the form for public review should be made known from the start, and not use only the CEC web site for publication because very few people will have knowledge thereof due to lack of electronic accessibility.

Point 2: We consider that a determined time has to be established for JPAC to forward to the Council a recommendation in writing, as well as a time period for the person who submitted the issue to be notified, and for the publication thereof on the CEC web site. Lastly, we propose to add a point 3, specifying what the Council will do with such a recommendation.

[Document n° 5. Langue d'origine : anglais]

**Martha Kostuch, Vice-President
The Friends of the Oldman River
Box 1288
Rocky Mountain House
Alberta T0M 1T0
Phone: 403-845-4667
Fax: 403-845-5377
e-mail: Martha@rttinc.com**

August 27, 2000

Joint Public Advisory Committee
Commission for Environmental Cooperation
393 St. Jacques West, Suite 200
Montreal, Quebec H27 1N2
mpepin@ccemtl.org

RE: Comments on the Draft JPAC Public Review of Issues Concerning the Implementation and Further Elaboration of Articles 14 and 15 and the Submissions History – Lessons Learned

Dear JPAC:

With the copy of this submission that I am sending by regular mail, I am enclosing a copy of the presentation that I made to the CEC Council on 12 June 2000. I believe some important lessons can be learned from how our submission has been and is being dealt with. It is interesting that I still have had no response from the CEC Council to the presentation I made to them in June.

In early July, I made a submission to JPAC outlining the Article 14 and 15 issues that I would like them consider reviewing. Since I have not yet received acknowledgement of receipt of that submission, I will repeat the list of issues again here:

- Factual records should include conclusions.
- Factual records should include recommendations.
- There should be a requirement to make factual records public.
- The 30 day waiting period for the public (and especially submitters) to be notified after the Secretariat's recommendation regarding the preparation of a factual record has been provided to Council should be eliminated.
- The substance of the Secretariat's recommendation regarding the preparation of a factual record should not be kept secret until the Council makes its decision on whether a factual record should be prepared.

- If there are interpretive matters related to a specific submission, the submitter should have an opportunity to comment on the interpretive matters.
- Submissions should be allowed on a general failure to enforce the law.
- The Secretariat and the Council should have timelines for them to carry out their duties.

Specifically regarding the Draft JPAC Public Review Proposal, JPAC should commit to respond to the public who make submissions, raise issues, etc. within a reasonable period of time.

The draft proposal implies that JPAC can only review Article 14 & 15 issues referred to it by the Council. I do not agree. JPAC should be able to review Article 14 & 15 issues on its own initiative. JPAC should also be able to review issues brought to JPAC by the public if they feel a review is warranted.

The draft proposal indicates that JPAC can hold a public review in the form it determines necessary. What are the formats for public review that will be considered? I think the options for public review should be included in the document.

I would appreciate an acknowledgement of receipt of this submission. Please keep me on the distribution list for this important topic. I am interested in participating in future consultations regarding Articles 14 & 15.

Sincerely,

Martha Kostuch

Presentation to the NACEC Council
June 12, 2000
by Martha Kostuch, Vice-President, The Friends of the Oldman River

Brief history of FOR's submission

First submission was made in October 1996. After referring that submission to the party for a response, the CEC Secretariat rejected that submission because the same matter was before the Courts. The Secretariat made it clear that it was their interpretation that only if the Party had the matter before the Courts was there an automatic rejection of a submission Never-the-less, in our specific case, they felt that the matter before the Court and FOR;s submission were so similar that they recommended that a factual record not be prepared while the matter was still before the courts.

In October 1997, after the case dealing with the same matter had been withdrawn from the courts, FOR made another submission. There were considerable delays in dealing with FOR's second submission.

The first reason the Secretariat gave for the delays was a lack of manpower and resources.

The next reason the Secretariat gave for the delay was questions of interpretation. The Secretariat hired outside legal council to give them legal opinions on the interpretation question. We were never informed what the interpretation issues were nor were we provided any opportunity to provide any input or give our opinion on the interpretation issues.

Finally, on July 19, 1999, the Secretariat recommended to Council that a factual record be prepared. Unfortunately, the Council at their annual meeting in Banff in June 1999 revised the rules and required the Secretariat to keep the fact that they had made their recommendation to Council a secret for 30 days. I guessed when the Secretariat made their recommendation because the Secretariat stopped talking to me.

Even in August when the Secretariat finally made the fact that they had sent their recommendation to Council, the substance of the recommendation itself was still kept secret except for the fact that they recommended that a factual record be prepared.

On May 16, 2000, the Alternates (I think they should be called ghosts) made a decision and after over two and a half years since FOR's 2nd submission was made, the decision to defer making a decision was that finally the full text of the Secretariat recommendation was released.

Key Elements of FOR's Submission

FOR's submission alleges that there is a general failure by the Government of Canada to apply with and enforce the *Fisheries Act* and the *Canadian Environmental Assessment Act* or CEAA.

FOR provided evidence of the general failure of the Government of Canada to enforce these Acts.

In 1990-1001, over 12,000 Fisheries Act Section 35(2) authorizations were issued. In 1995, in a clear attempt to avoid triggering CEAA which came into effect in January 1995, the Department of Fisheries and Oceans released a Directive allowing letters of Advice to be issued. In 1995-96, less than 350 Fisheries authorizations were issued.

In May 1997, in the Sunpine case which was later withdrawn from Court, the Honourable Justice Muldoon stated in reference to the use of Letters of Advice.

“This is a transparent bureaucratic attempt at sheer evasion of binding statutory imperatives. It is neither cute nor smart and this court is not duped by it.”

The judge went to indicate that DFO was circumventing the environmental laws which they decline to obey.

Review of the Secretariat’s Recommendation Report

The Secretariat understood that the Sunpine case that is still before the Courts is dealing with different legal issues than the Sunpine case which was used as an example in FOR’s submission.

The Secretariat also understood that FOR’s submission dealt with the general failure of the Government of Canada to enforce the *Fisheries Act* and CEAA and not a specific case.

In its recommendation report, the Secretariat states, “In the Secretariat’s view the submission raises matters whose further study would advance the goals of the NAAEC, notably the effectiveness of a Party’s various enforcement practices under one of the most important environmental laws of that Party.”

The Alternates Decision

The Alternates were wrong to make a decision to defer making a decision on the need to prepare a factual record.

In the Resolution passed by the Alternates on May 16, 2000, the Alternates use the excuse that the Sunpine case is still before the Courts.

FOR’s submission alleges a general failure to enforce the *Fisheries Act* and CEAA, not a failure in relation to any specific case. Secondly, the Sunpine case currently before the Courts deals with different legal issues than FOR’s submission. After a lengthy review, the Secretariat understood these two points. Unfortunately, the Alternates did not.

Either that or the Alternates are saying that citizens can not make submissions alleging a general failure of a Party to enforce their laws. If so, I believe that is contrary to the purpose of NAAEC.

Request of Council

I ask the Council to immediately refer FOR's submission to the Secretariat for the preparation of a factual record.

Comments on Council's Review/Interpretation of the Submission Process

The Governments have a conflict of interest. The Governments should separate their responsibilities as members of the CEC Council from their interests as Parties subject to review. The Council should go out of its way to be seen as not interfering or tampering with the submission process.

The Council is undermining the integrity of the public submission process.

The Council is tying the hands of the Secretariat and limiting the Secretariat's ability to carry out its responsibilities under Articles 14 and 15.



Canada - National Advisory Committee

Comité consultatif national - Canada

North American Agreement on Environmental Cooperation ~ Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement

www.naaec.gc.ca/english/nac/ www.naaec.gc.ca/french/ccn/

15 septembre 2000

Hon. David Anderson

Ministre de l'Environnement
Terrasses de la Chaudière
10, rue Wellington
Hull, QC
K1A 0H3

M. Paul Bégin
Ministre de l'Environnement
Gouvernement du Québec
Édifice Marie-Guyart
675, boul. René-Lévesque est
Québec, QC
G1R 5V7

Hon. Halvar Jonson
Ministre de l'Environnement
Gouvernement de l'Alberta
Legislature Building
Edmonton, Alb.
T5K 2B6

Hon. Oscar Lathlin
Ministre de la Conservation
Gouvernement du Manitoba
Legislative Building, pièce 344
450, avenue Broadway
Winnipeg, Man.
R3C 0V8

Mr. William Andrews
Chairperson
Barrister & Solicitor
1958 Parkside Lane
North Vancouver, BC
V7G 1X5
Phone: (604) 924-0921
Fax: (604) 924-0918
E-Mail: wjandrews@home.com

Mr. Stewart A.G Elgie
Sierra Legal Defence Fund
106 Front Street, Suite 300
Toronto, ON
M5A 1E1
Phone: (416) 368-7533
Fax: (416) 363-2746
E-Mail: selgie@sierralegal.org

Ms. Anne Mitchell
Canadian Institute for Environmental
Law and Policy
517 College Street, Suite 400
Toronto, ON
M6G 1A2
Phone: (416) 922-3529
Fax: (416) 923-5949
E-Mail: cielap@web.net

M. Christian Van Houtte
Association de l'industrie de l'aluminium
1010 rue Sherbrooke ouest, suite 1600
Montréal, QC
H3A 2R7
Phone: (514) 288-4842
Fax: (514) 288-0944
E-Mail: associa@login.net

Secretariat:
Jean-François Dionne
Environnement Canada
Environnement Canada
Americas Branch
Direction des Amériques
25th floor/stage Les Terrasses de la Chaudière,
10 rue Wellington Street
Hull, QC
K1A 0H3
Tel: (819) 994-6051
Fax: (819) 997-0199
E-mail: JeanFrancois.dionne@ec.gc.ca

Messieurs les ministres :

Objet : Le plan de programme de la Commission de coopération environnementale (CCE), Processus provisoire d'examen des articles 14 – 15 proposé par le Comité consultatif public mixte (CCPM), nominations au Comité consultatif national (CCN)

Au nom du CCN - Canada, il me fait plaisir de formuler le présent avis, fondé sur les discussions menées lors des réunions du CCN suivantes : conférences téléphoniques les 6 mars, 26 avril, 18 mai et 24 mai 2000, rencontre en personne à Toronto, le 9 mai 2000, réunion en personne tenue du 11 au 13 juin 2000, à Dallas, au Texas, parallèlement à l'assemblée annuelle de la CCE, et conférence téléphonique du 11 septembre 2000. Des membres du CCN ont aussi participé en tant qu'observateurs aux événements suivants : réunion tenue les 23 et 24 mars par le CCPM à Guadalajara, au Mexique, Symposium sur la santé des enfants et l'environnement, parrainé par la CCE, qui a eu lieu à Toronto le 10 mai 2000 et, comme je l'ai mentionné, assemblée annuelle de la CCE tenue en juin à Dallas.

La présente lettre d'avis aborde trois thèmes :

2. Le Plan de programme et le budget 2001-2003 proposé pour la CCE, daté d'août 2000 ;
3. Le document intitulé « Examen public du CCPM sur les questions relatives à la mise en oeuvre et à l'élaboration complémentaire des articles 14 et 15 – version provisoire » ;
4. Le processus de nomination au CCN - Canada.

Plan de programme proposé pour 2001-2003

Contexte. Le CCN – Canada a reçu le Plan de programme et budget 2001-2003, version d'août 2000. Cependant, les membres du CCN n'ont pas tous eu l'occasion de l'étudier à fond. Étant donné que le Canada élabore présentement sa première réponse au Plan de programme et au budget 2001-2003, nous formulons donc les commentaires suivants à la lumière de notre analyse préliminaire. Plus tard, le CCN pourra être mieux en mesure de formuler des observations additionnelles.

Recommendation. Le CCN - Canada recommande que le Canada intègre les observations suivantes à sa réponse au Plan de programme et au budget 2001-2003 de la CCE.

1. Le Plan de programme et le budget 2001-2003 sont bien rédigés et bien structurés. Soulignons notamment le souci des rédacteurs d'établir les liens entre les différents programmes et projets de la CCE.
2. La CCE doit être félicitée pour avoir produit un plan de travail de haute qualité. Le plan intègre une heureuse combinaison de programmes établis produisant des résultats appréciables, de nouveaux projets particulièrement prometteurs et de projets en voie de se terminer.
3. Le Symposium sur les effets environnementaux de l'ALENA, organisé par la CCE et prévu pour octobre 2000, à Washington, représente une étape majeure après près de cinq ans d'efforts intensifs. Nous constatons avec plaisir que la CCE prévoit tenir un symposium de suivi en 2002. L'évaluation des effets environnementaux de l'ALENA est une tâche qui nécessite un effort constant et qui est essentielle à l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement (ANACE).
4. Le projet intitulé « Rapport comparatif sur les normes environnementales », qui s'inscrit dans le secteur des Lois et des politiques, est un ajout pertinent. Comme vous le savez, au cours des dernières années, le CCN a recommandé que le Canada appuie un tel projet. L'une des plus grandes craintes associées à l'ALENA est que l'accord risque d'entraîner une diminution des normes environnementales (« course vers le bas »). L'ANACE engage

- clairement la CCE (et les Parties) a définir les normes environnementales des trois pays en vue d'une harmonisation ascendante et d'une amélioration des normes.
5. Le projet « Tendances nouvelles de l'environnement en Amérique du Nord » mérite un appui particulier. Pour paraphraser la Justification du projet (p. 8), il vaut mieux « prévoir et prévenir » que « réagir et chercher des solutions » après-coup. Le travail accompli à ce jour laisse entrevoir des résultats concrets pour ce projet.
 6. Le projet de « Cartographie des écosystèmes marins et estuariens de l'Amérique du Nord » représente un prolongement important de l'excellent travail déjà accompli par la CCE sur la cartographie terrestre de l'Amérique du Nord. En misant sur la compatibilité et la coordination des systèmes de classification et de la cartographie des écosystèmes existants ou en voie de réalisation, la CCE optimise sa contribution « à valeur ajoutée » à l'établissement d'une perspective réellement nord-américaine de l'environnement de l'Amérique du Nord.
 7. Le projet « Gestion responsable des substances chimiques » demeure le secteur de programmes « vedette » de la CCE. La mise en œuvre réussie du Plan d'action régional nord-américain (PARNA) sur les DDT (bien que le travail ne soit pas encore achevé) représente une réalisation digne de mention. La mise en œuvre du PARNA sur le mercure constitue maintenant un défi de grande importance. Il convient de souligner que la réussite du PARNA concernant le mercure va demander l'adoption de mesures considérables au Canada et aux États-Unis, contrairement au PARNA sur le DDT, où c'est au Mexique que les améliorations ont été le plus chèrement gagnées. L'élaboration de trois PARNA prévue pour 2001 (lindane ; dioxines, furannes et hexachlorobenzène ; surveillance et évaluation environnementales) va nécessiter une participation déterminée des trois Parties et des secteurs privés concernés.

Processus d'examen public des articles 14 et 15 par le CCPM

Lors de son assemblée annuelle tenue à Dallas en juin 2000, le Conseil a décidé d'élaborer un processus d'examen des changements éventuels aux Articles 14 et 15 portant sur les communications du public (Résolution du Conseil 00-09), dans lequel le CCPM servira à recueillir les avis du public. Comme vous le savez, les membres du CCN présents à l'assemblée de Dallas ont fortement appuyé cette approche. À la suite de cette décision, le CCPM a produit récemment un projet intitulé « Examen public du CCPM sur les questions relatives à la mise en oeuvre et à l'élaboration complémentaire des articles 14 et 15 – version provisoire ». Nous rappelons que les membres du CCN – Canada n'ont pas tous eu l'occasion d'étudier ce document. Toutefois, l'avis général est que la version provisoire semble conforme à l'intention de la Résolution du Conseil 00-09.

Outre le processus d'examen public proposé, nous savons qu'un rapport sur l'historique de l'application des Articles 14 et 15 est en voie d'élaboration (exigence de la Résolution du Conseil 00-09). Sous bien des aspects, le contenu de ce rapport va donner le ton aux discussions qui vont suivre sur les Articles 14 et 15. Notre commentaire à ce sujet est qu'il est important que le rapport décrive de façon juste et précise le point de vue des organismes qui ont présenté des communications au regard de l'Article 14, ainsi que les positions des trois Parties.

Nominations au CCN

Contexte. Le mandat officiel des membres actuels du CCN – Canada est venu à terme au mois d'août 1999. Depuis lors, les membres du Comité occupent leurs fonctions par intérim. Dans sa lettre d'avis du 7 octobre 1999, le CCN invitait le Comité gouvernemental à nommer des membres du CCN le plus tôt possible afin de maintenir la dynamique du CCN et de montrer la voie à suivre. La lettre indiquait aussi les qualités que le CCN estime importantes pour maintenir la vigueur du CCN – Canada :

1. que la personne contribue à maintenir l'équilibre au sein du Comité au point de vue de la géographie, des sexes, du contexte social et des secteurs ;
2. que la personne ait de l'expérience et un intérêt dans le domaine des politiques publiques, au-delà de son propre secteur d'activités ;
3. que la personne soit prête et apte à fournir un apport constructif aux questions commerciales et environnementales ;
4. que la personne soit en mesure de consacrer régulièrement de son temps et de son attention aux activités du CCN.

Dans la lettre d'avis du 26 janvier 2000, le CCN signalait que les nominations n'avaient pas encore été faites et invitait de nouveau le Comité gouvernemental à agir le plus tôt possible. À ce moment, nous savions que le bureau des ministres fédéraux examinait des nominations possibles au CCN – Canada et à d'autres postes liés à la CCE (p. ex. nominations canadiennes au CCM et au Comité de sélection pour le Fonds nord-américain pour la coopération environnementale). Au printemps 2000, le CCN a invité instamment le gouvernement fédéral à procéder aux nominations à temps pour permettre aux nouveaux membres du Comité de participer à l'assemblée annuelle de juin. Lors de l'assemblée annuelle tenue à Dallas en juin 2000, les membres du CCN – Canada ont rencontré le ministre fédéral et lui ont rappelé l'importance de ces nominations. Il y a maintenant plus d'un an que les mandats des membres du CCN sont terminés et les nouveaux membres n'ont pas encore été nommés.

Le CCN s'inquiète de ce que le défaut du Comité gouvernemental de nommer de nouveaux membres au CCN – Canada (et à d'autres comités de la CCE) risque de créer des doutes quant à l'engagement du Canada à l'égard de la CCE. Lors de l'assemblée annuelle de Dallas, les participants des trois pays savaient que la composition du CCN du Canada n'avait pas été renouvelée. Nous estimons que cette situation a mis le Canada dans l'embarras et qu'elle mine la crédibilité des positions et des propositions canadiennes en ce qui concerne la CCE.

Lors de sa rencontre avec les membres du CCN, à Dallas, le ministre fédéral a reconnu l'importance des nominations au CCN. Nous sommes conscients que des progrès ont été accomplis en ce sens au cours des mois qui ont suivi. Cependant, près de trois mois plus tard, aucune nomination n'a encore été faite. Malgré tout le respect que nous devons au Comité gouvernemental, nous concluons que son processus de nomination au Comité est non fonctionnel. La volonté politique et l'efficacité administrative semblent en cause ici.

Lors de sa dernière conférence téléphonique, le CCN a discuté d'options susceptibles d'améliorer le processus de nomination. Une des options qui mérite considération est que le CCN ou le Comité gouvernemental invite le public à proposer des candidats aux postes du Comité. Bien sûr, la décision finale reviendrait au Comité gouvernemental. Cette approche stimulerait l'intérêt du public à l'égard du CCN et des autres comités de la CCE. Elle introduirait une fonction de responsabilité à l'endroit du public en ce que le calendrier des nominations serait connu des parties intéressées à la CCE. En outre, un processus de nomination garantirait que les candidats seraient prêts à consacrer le temps et l'attention nécessaires aux obligations du Comité. Je rappelle qu'il s'agit là d'une suggestion. Cependant, le CCN est convaincu qu'il faut agir pour établir un processus fonctionnel de nomination aux postes du CCN et des autres comités de la CCE.

Conclusion

Au nom du CCN – Canada, je tiens à vous remercier pour l'attention que vous avez portée aux observations formulées dans la présente. Le CCN – Canada espère recevoir votre réponse à la présente lettre d'avis en temps opportun.

En ce qui me concerne, je veux saisir l'occasion qui m'est offerte pour vous aviser que je prévois démissionner de mes fonctions au CCN – Canada après la production de la présente lettre d'avis. J'ai grandement apprécié les années passées au CCN – Canada et je vous remercie de m'avoir accordé cette chance. Cependant, à l'heure actuelle, il me paraît impossible d'assumer mon rôle de président du CCN dans la planification des activités du Comité en l'absence de certitude quant au moment où les nouveaux membres du CCN seront nommés. Il me fera plaisir de fournir toute l'aide nécessaire à mon successeur afin de permettre une transition sans heurts.

Mes meilleurs vœux vous accompagnent dans vos efforts incessants pour protéger l'environnement.

Veuillez agréer mes meilleures salutations.

William J. Andrews

Président, Comité consultatif national du Canada
c.c. liste d'envoi ci-jointe

Liste d'envoi

c.c. **Ministres provinciaux et territoriaux de l'Environnement : Terre-Neuve, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Ontario, Saskatchewan, Colombie-Britannique, Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut**

Hon. Oliver Langton

Hon. Kevin MacAdam

Hon. Micheal Baker

Hon. Kim Jardine

Hon. Dan Newman

Hon. Buckley Bélanger

Hon. Joane Sawicki

Hon. Dale Eftoda

Hon. Joseph Handley

Hon. Peter Kilabuk

Membres du Comité des cadres supérieurs

Gilbert Charland

Norine Smith

Dick Stephens

Annette Trimbee

Présidents des CCN / CCG des États-Unis et du Mexique

Mateo Castillo

John Knox

Robert Varney

Membres du Comité consultatif mixte

Aux soins de Manon Pépin

Secretaría de Medio Ambiente (SEMARNAP)

Israel Núñez Birrueta

U.S. Environmental Protection Agency

Mark Joyce

[Document n° 7. Langue d'origine : anglais]

NATIONAL WILDLIFE FEDERATION

September 22, 2000

The Hon. Sra. Regina Barba, Chair
c/o Manon Pepin, Liaison Officer
Joint Public Advisory Committee
Commission for Environmental
Cooperation
393 St. Jacques West
Suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Fax: (514) 350-4314

By Fax, Electronic Mail, and First Class Mail

**RE: Draft JPAC Public Review of Issues Concerning the Implementation and
Further Elaboration of Article 14 and 15 (J/DISC/Rev.4)**

Dear Ambassador Barba:

The National Wildlife Federation (NWF) is pleased to provide the following comments in response to the Joint Public Advisory Committee's (JPAC) request for comments on the *Draft JPAC Public Review of Issues Concerning the Implementation and Further Elaboration of Article 14 and 15 (J/DISC/Rev.4)* (hereinafter *Draft JPAC Public Review*). We appreciate this important opportunity to present our views on the implementation of the Commission for Environmental Cooperation (CEC) Council's commitment to enhance public review of the citizen submission process.

The National Wildlife Federation is the United States' largest not-for-profit conservation education and advocacy organization with over four million members and supporters. We welcome CEC Council Resolution 00-09 "Matters Related to Articles 14 and 15 of the Agreement (June 13, 2000) and we look forward to the immediate implementation of Resolution 00-09. As part of our commitment to constructive participation in this important initiative, the National Wildlife Federation offers the following comments on the major steps of the process as presented in the current *Draft JPAC Public Review*:

I. How JPAC Receives and Transmits Issues from the Public

- The *Draft JPAC Public Review* assigns JPAC the responsibility to determine whether an issue raised by a member of the public is relevant to the implementation and further elaboration of Articles 14 and 15. JPAC should elaborate in greater detail and through a process allowing for public input, the broad manner and approach, including the

establishment of appropriate timelines for action, it will employ to guide JPAC in these important determinations.

- JPAC should clarify whether it will provide a written explanation to Council when it determines that a written public submission does not raise an issue relevant to the implementation and further elaboration of Articles 14 and 15 *and* when JPAC determines that a written public submission *does* raise an issue relevant to the implementation and further elaboration of Articles 14 and 15. The current Draft JPAC Public Review is unclear as to whether a relevant public concern will be sent forward to Council as written, or accompanied by JPAC advice;
- JPAC should clarify when it receives Council's decision to address or not to address the issue raised by the member of the public, the *Council's written decision* (and not simply JPAC's version of the decision) will be transmitted through the JPAC Liaison Officer. The Council must explain in writing any decisions taken following advice received from JPAC and make those explanations public. Council Resolution 00-09, para. 7, appears to support the public dissemination of a Council's written decision as it states: "Any decision taken by the Council following advice received by the JPAC shall be explained in writing by the Parties and such explanations shall be made public.";

II. How JPAC Reviews Issues Referred to it by the Council

- in order to succeed and earn the confidence of all stakeholders, the process established by Council Resolution 00-09 must move forward with a presumption in favor of the Council referring most, if not all, issues concerning the implementation and further elaboration of Articles 14 and 15 to the JPAC. A presumption in favor of referring all issues addressing Articles 14 and 15 to the JPAC is consistent with the recognition in Council Resolution 00-09 of "the need for transparency and public participation before decisions are made concerning implementation of the public submission process under Articles 14 and 15 of the NAAEC " and it is consistent with the articulation of the Council's responsibilities in the current *Draft JPAC Public Review*;
- JPAC should clarify and elaborate in greater detail and through a process allowing for public input, the broad manner and approach, including the establishment of appropriate timelines for action, it will employ to "hold a public review in such a form as it determines is necessary". Further elaboration of JPAC's options for "form" of public review is necessary and issues for consideration include: opportunities for the public to provide oral and written comments; JPAC holding a public discussion of each issue, and; the possibility of drawing on experts or consultants or even government representatives to offer different perspectives and analysis of an issue;

III. Other Issues

Timelines:

The *Draft JPAC Public Review* document does not designate specific timelines in which action must be taken. While we recognize the difficulties inherent in assigning specific time-sensitive deadlines for completing various portions of the process without the benefit of knowing the issues that will be raised, we believe that a better attempt at establishing timelines to ensure responsiveness and improved accountability is needed.

Resources:

Adequate and sufficient funding for the JPAC to carry out the public review process must be provided to ensure a transparent process with wide participation from civil society. The CEC's Proposed Program Plan and Budget should provide for other funds to be made available to the JPAC if issues arise requiring additional resources such as legal advisors, consultants, or extended public meetings.

* * *

Thank you for the opportunity to submit these comments and we look forward to working with you as the implementation of Council Resolution 00-09 progresses in a timely and effective manner.

Respectfully submitted by,

Douglas Jake Caldwell
Program Coordinator
Trade and the Environment

Andrea Abel
Program Associate
Trade and the Environment

[Document n° 8. Langue d'origine : anglais]

SIERRA LEGAL DEFENCE FUND

September 22, 2000

Via Facsimile (514) 350-4314

Manon Pepin
JPAC Liaison Officer
Joint Public Advisory Committee

Commission for Environmental Cooperation
393 St. Jacques West
Suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9

RE: “Draft JPAC Public Review of Issues Concerning the Implementation and Further Elaboration of Articles 14 and 15

On behalf of Sierra Legal Defence Fund, I am pleased to present the following comments, which concern the draft public review procedure developed by the JPAC. SLDF is also providing comments, in a separate document, regarding “lessons learned” from previous citizen submissions. A document describing SLDF and a description of its previous involvement in CEC activities is attached to these comments.

SLDF would like to thank the JPAC for its work in the development of Resolution 00-09 and its work thus far in developing the public review process. The JPAC has always been a strong advocate for a public voice in the citizen submission process.

The JPAC has done a commendable job of creating a transparent mechanism for addressing issues arising under Articles 14 and 15 which fully employs the mandate granted to the JPAC under Resolution 00-09. The public review process, as described in the draft document, is a significant step forward in resolving the issues that arise concerning the citizen submission process. SLDF is particularly pleased to see that the public review process makes specific, detailed provision for members of the public to raise issues with the JPAC.

Regarding the draft review process, SLDF has some limited suggestions regarding issues where clarification or further guidance through guidelines would be beneficial. SLDF has further comments regarding the ability of Resolution 00-09, and the process it mandates, to fully address the public concern that led to its development. SLDF provides these comments to the JPAC in its role as the CEC’s public representative, with the hope that the JPAC will communicate these issues to the Council for consideration prior to the finalization of the public review process.

A. THE DRAFT PUBLIC REVIEW PROCESS

The draft public review process developed by the JPAC is a significant step forward. SLDF only comments relate to clarification of some aspects of the public review process would be beneficial, including:

- Further elaboration of how the JPAC will determine the form and content of any public review when the Council has referred issues to the JPAC.
- Development of criteria to guide the JPAC's consideration of whether issues referred by the public concern the implementation and further elaboration of Articles 14 and 15. Specifically, it would be beneficial for the JPAC to communicate its understanding of phrase "implementation and further elaboration" to the public. And,
- The JPAC should develop a time frame for making its determination whether an issue referred by the public concerns the implementation and further elaboration of Articles 14 and 15.

B. COMMENTS REGARDING RESOLUTION 00-09

Resolution 00-09, and the public review process it establishes, were created to address public concerns that the Parties to the NAAEC were working clandestinely to weaken Articles 14 and 15 and attempting to influence the Secretariat's handling of particular citizen submissions. Given the purpose and intent of the NAAEC and, in particular, the citizen submission mechanism, it is essential that the citizens of Canada, Mexico and the United States have confidence in the operation of Articles 14 and 15.

The management of the citizen submission process by the parties has importance beyond the context of the NAAEC. The citizen submission process is unique in the realm of international trade agreements as it provides the only mechanism allowing citizens to address the environmental effects of trade. As the Parties are well aware, public concern about the effects of free trade is high. A failure to defend the integrity and transparency of the citizen submission mechanism will simply strengthen anti-trade arguments.

It is everyone's interest that the Parties ensure that the citizen submission process is accessible, credible and vibrant. Two aspects of Resolution 00-09 raise particular concern. First, the Council has provided little indication of how the decision to refer issues to Council will be made. Second, the wording of Resolution 00-09 makes unclear the scope of the issues that may be dealt with in the public review process.

In Resolution 00-09 states that "Council may refer issues concerning the implementation and further elaboration of Articles 14 and 15 of the Agreement to the JPAC..." No further guidance or indication is given regarding how the Council will exercise its discretion to refer issues to the JPAC. It appears that implementation and application of Articles 14 and 15 could be significantly altered without any public input so long as the Parties (or at least two Parties) agree to the alteration. This, understandably, may undercut public confidence in the citizen submission process. SLDF makes the following recommendations regarding Council referral:

- That guidelines be developed to direct when Council will refer issues to JPAC, which should include, at a minimum, the following protections:
 - that any new interpretation, policy or proposed agreement between the Parties which would change or alter previously established practices in the citizen submission process be referred to the JPAC; and
 - that any proposed directions from Council to the Secretariat regarding the Secretariat's preparation of a factual record, other than initial instruction to prepare a factual record (set out in Article 15(2)), be referred to the JPAC.

The wording of Resolution 00-09 also raises uncertainty regarding the potential scope of issues that may be addressed under the JPAC's public review process. Article 20 of the NAAEC and the Preamble of Resolution 00-09 refer to "co-operation and consultations" regarding the "interpretation and application" of the NAAEC. However, section 1 of the resolution and the JPAC's draft public review process refer to the "implementation and further elaboration of Articles 14 and 15". The wording "implementation and further elaboration" is clearly broad enough to encompass any potential issues concerning Articles 14 and 15 that might arise. However, if the use of the words "implementation and further elaboration" was intended in anyway to limit the scope of issues potentially referred to the JPAC by the Council or the public, that position should be made clear.

While it is legally correct to state that the Parities, as sovereign entities who are party to an international agreement, can interpret and amend the NAAEC as they see fit, this approach is inconsistent with the history, spirit and intent of the NAAEC. The most successful citizen submission will, at most, result in information being presented to the public. Under the NAAEC, no other consequences flow from the citizen submission process. This stands in stark comparison to Chapter 11 of the NAFTA, which has awarded "investors" millions of dollars in compensation due to the effects of environmental laws and results in the effective striking down of those laws.

The citizen submission process is only effective to the extent that its is a strong process, independent of the Council. The life that the Council gives to the citizen submission process will be a clear indication of the Parties willingness to address the issues of trade and the environment.

Respectfully submitted,

Randy L. Christensen

THE SIERRA LEGAL DEFENCE FUND AND ITS INVOLVEMENT WITH THE CEC

The Sierra Legal Defence Fund (SLDF), founded in 1990, is a non-profit environmental law organization that provides free legal services to the environmental community in Canada. SLDF has three primary goals:

- 1) To 'level the playing field' for environmental groups that simply cannot afford to go to court against large institutions when important wilderness values are at stake;
- 2) To bring carefully selected cases with the ultimate goal of establishing an aggregate of strong legal precedents that recognize the vital importance of environmental values;
- 3) To provide professional advice on the development of environmental legislation.

SLDF is funded by public donations and foundations grants. We currently have over 17,000 individual supporters across Canada.

SLDF has provided support and assistance to several organization and individuals interested in filing citizen submissions with the Commission for Environmental Cooperation (CEC). Randy Christensen, the Sierra Legal Defence Fund's representative to the June 2000 Council session, is counsel of record for three Citizen Submissions:

1. Submission 97-001, filed on behalf of the BC Aboriginal Fisheries Commission, the British Columbia Wildlife Federation, the Trail Wildlife Association, the Steelhead Society of British Columbia, Trout Unlimited (Spokane Falls section), Sierra Club (US), the Pacific Coast Federation of Fishermen's Association, and the Institute for Fisheries Resources. Submission 97-001 is the first submission from Canada or the United States to proceed to the Factual Record development stage. The Factual Record for BC Hydro was released in June, 2000.
2. Submission 98-004, filed on behalf of the Sierra Club of British Columbia, the Environmental Mining Council of British Columbia and the Taku Wilderness Association.
3. Submission 00-004, filed on behalf of the David Suzuki Foundation, Greenpeace Canada, the Sierra Club of British Columbia, the Northwest Ecosystem Alliance and the National Resources Defence Council.

Mr. Christensen has also attended previous CEC functions, including the January 1999 JPAC meetings regarding proposed changes to the Guidelines for Citizen Submissions, the June 1999 Council session in Banff, Alberta, where Mr. Christensen gave a short presentation to Council members, and the June 2000 Council meeting in Dallas.

[Document n° 9. Langue d'origine : anglais]

In general I think public consultation needs to be an active process, not a passive one (which yours is). These need has been understood through some 20 years or more of my experience in many countries, using the CECInfo access to the UN Infoterra got the information to me. Your proposed process does not include such wide means of distribution or access. Also the approach to consultations seems to be rather formal and might even appear to need a lawyer involved. This should not be.

I commented on the final item of the last text page of you draft. My comment was that it is necessary to have an "active" or even "proactive" information program to be effective public consultation. A very good handbook on community consultation is available from the EUROPEAN FOUNDATION for the Improvement of Living and Working Conditions as a free Adobe acrobat document. If you are interested I will send it. I know that Environment Canada has published a number of guidelines in public involvement which should be available, and I have also published a paper on this many years ago. A group of your status should refer to these. All emphasize the need to bring the public into the process, not just put information on your web site and hope people find it. There are millions of web sites out there now. When was the last time you checked my site at www.geoniger.com. I do not expect you to have heard of this. The only way that I heard of your web site was that someone posted it to the United Nations Infoterra newsnet site which I monitor. Are the public who do not have internet of any value to you? How many of the Mexican public are on the net? You need to develop some more proactive means of getting the issues you want commented on out to the public.

My other annotation that I sent related to page two of your document "How JPAC receives and transmits issues from the public. First, as discussed above, this assumes that the public know who CEC and JPAC are, know of the issues, and know the mechanisms to send comments. As a long-term environmentalist who is involved in such things globally, including having written some of the environmental processes for Canada and Mexico under the agreement, I am surprised how little I know of what you are up to. If this was a public consultation program I was conducting under CEAA, it would not be accepted. But then, my major concern under this item is the very formal and almost legalistic manner in which it is laid out. I may be wrong, but I get the impression that I would need to conduct a scientific research program, hire a lawyer and prepare a thesis before I submit my formally written comments. Or else they will be discarded as unimportant or invalid. Again, how many of the public does this rule out or scare off.

I hope that this provides a more formal version of my reply. It was a lot more work than just attaching the annotations to your acrobat file and returning them.

Thank you for reading my ramblings and I do hope they are constructive.

Yours truly,

Wilson Eedy, Ph.D.
Environmental Manager, Terfa Inc.

Operations Director, Geomatics Nigeria Limited
Editorial Board, The Canadian Field-Naturalist
Advisory Board, African Journal of Environmental Assessment and Management
Past Conservation Authority Director and Chairman Environmental Advisor
Committee, Halton Region
Environmental and Public Consultation Consultant for 27 years

Terfa Inc
RR# 1, Moffat, Ontario
Canada L0P 1J0
Phone: (519) 824-0759; Fax: (519) 824-9170
e-mail: edith@attcanada.ca

[Document n° 10. Langue d'origine : anglais]

Texas Natural Resource Conservation Commission
Protecting Texas by Reducing and Preventing Pollution

Robert J. Huston, *Chairman*
R.B. "Ralph" Marquez, *Commissioner*
John M. Baker, *Commissioner*
Jeffrey A. Saitas, *Executive Director*

September 22, 2000

Ms. Regina Barba, Chair
Joint Public Advisory Committee
Commission for Environmental Cooperation
393 St. Jacques Ouest
Suite 200
Montréal, Québec H2Y 1N9

Dear Ms. Barba:

Thank you for inviting me to submit comments on the mechanism for citizen submissions on enforcement matters under Articles 14 and 15 of the North American Agreement on Environmental Cooperation. Let me first say that the draft procedure for public review on input re Art. 14 & 15 seems sensible, more than adequate, and appears to be a workable process that will lead to unanimous adoption of the final recommendations forwarded by the Joint Public Advisory Committee to the Commission for Environmental Cooperation.

In regards to comments relating to the citizens submissions process, I want to emphasize complication of the process. Under the original Articles 14 and 15 guidelines there were 11 steps. Last year the guidelines were revised and additional actions added to the process, making it more cumbersome. If a goal of the process is to make it easy for submissions to be considered by the Council, then no more changes to the current process are warranted. However, if the desire is for people to produce fewer submissions, then a lengthier, more complicated process will only serve to reduce the effectiveness of this tool for the residents of North America.

Thank you very much for your consideration. If there should be any further need to communicate with me, I can be reached at 512-239-3600 or by e-mail at sniemeye@tnrcc.state.tx.us.

Sincerely,

Stephen M. Niemeyer Acosta
Policy Analyst, Division of Border Affairs

cc: Diana Borja, Director, Division of Border Affairs
Dan Eden, Executive Assistant to Commissioner Marquez

P.O. Box 13087 · Austin, Texas 78711-3087 · 512-239-1000 · Internet address: www.tnrc.state.tx.us

[Document n° 11. Langue d'origine : anglais]



United States Council for International Business

1212 Avenue of the Americas, New York, NY 10036-1689
tel: 212-354-4480 ~ fax: 212-575-0327
e-mail: info@uscib.org ~ Internet: www.uscib.org

Serving American Business as U.S. Affiliate of:

International Chamber of Commerce (ICC)
International Organisation of Employers (IOE)
Business and Industry Advisory Committee (BIAC) to the
OECD
ATA Carnet System

September 22, 2000

Joint Public Advisory Committee
Commission for Environmental Cooperation
393 St. Jacques West
Suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9

The United States Council for International Business (USCIB) welcomes the opportunity to comment on the *Draft JPAC Public Review of Issues Concerning the Implementation and Further Elaboration of Articles 14 and 15.*

First, the USCIB considers Council Resolution 00-09 on Matters Related to Articles 15 and 15 of the Agreement an appropriate and reasoned response to the needs to the Parties to address outstanding issues regarding the management of the citizen submission process. As stated in our earlier comments on this subject, the USCIB supports the expanded role of the JPAC in the submission process while maintaining the Council's decision-making authority.

Second, the USCIB believes that the *Draft JPAC Public Review* document accurately reflects the scope and objectives set forth in the Council Resolution 00-09, and supports the JPAC in moving ahead with its review along the lines suggested in the document.

Last, concerning lessons learned from the history of the submissions process, as the USCIB has not been directly involved in any submissions to the CEC under Articles 14 and 15, we offer no specific comments on the process. However, a copy of our earlier comments regarding the submission process is attached for your reference.

Feel free to contact me with any questions or comments that you may have.

Yours sincerely,

Adam B. Greene
Director of Environmental Affairs



United States Council for International Business

1212 Avenue of the Americas, New York, NY 10036-1689
tel: 212-354-4480 ~ fax: 212-575-0327
e-mail: info@uscib.org ~ Internet: www.uscib.org

Serving American Business as U.S. Affiliate of:

International Chamber of Commerce (ICC)
International Organisation of Employers (IOE)
Business and Industry Advisory Committee (BIAC) to the
OECD
ATA Carnet System

December 8, 1998

Joint Public Advisory Committee
Commission for Environmental Cooperation
393 St. Jacques West
Suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9

The United States Council for International Business (USCIB) is pleased to submit the following comments on the September 4, 1998 revision of the *Guidelines for Submissions on Enforcement Matters under Article 14 and 15 of the North American Agreement on Environmental Cooperation* (NAAEC), which have been disseminated by the Joint Public Advisory Committee (JPAC) for public comment.

Maintain Objective Process for Submissions on Enforcement Matters:

On balance, the USCIB believes that the process for submissions on enforcement matters developed by the CEC Secretariat in 1995 has worked effectively, and that it has adhered to the scope and intent of Articles 14 and 15 of the NAAEC. Indeed, the existing Guidelines have fostered an objective, transparent, and timely assessment of the submissions received by the Secretariat, effectively managing a broad range of issues across three federal jurisdictions. Thus, the USCIB recommends that any revisions of the Guidelines do not alter its existing framework of being a "fair, impartial, and transparent" process.

General Comments:

In its August 3, 1995 comments on the CEC *Draft Procedures for Submissions on Enforcement Matters* (attached), the USCIB made four general comments that remain applicable to the Guidelines and the current revision:

- **Objectives of Article 14 and 15:** The primary objectives of these articles is to bring out the facts of a relevant issue and contribute to its resolution through cooperative dialogue, thereby assisting the regulatory agency in improving its effectiveness. To date, the submission process has conformed with this objective.

- **Transparency:** The entire process should remain as transparent as possible without breaching confidentiality requirements.
- **Due Process:** The process should remain one based on the concept of due process, as well as support and uphold due process in the Parties' three national jurisdictions. Commendably, the Secretariat has, through the existing Guidelines, remained focused on the primacy of national laws under the NAAEC.
- **Role of the JPAC:** While the JPAC's role in the review and revision of the Guidelines is essential, the Committee should also be used as a source of expertise and judgment on the factual issues of the submissions, as it is distinct from the Parties, the Secretariat, and the submitters.

Specific Comments:

Insofar as the revised Guidelines for public comment appear to maintain the objective, transparent, and timely procedures of the existing Guidelines, the USCIB would again recommend that as little as possible be modified, focusing on procedural issues that warrant improvement. However, a number of issues may be usefully raised in this review of the Guidelines. The numbering below follows the Revised Text:

- **Section 4.5:** The Guidelines should also allow for notification of any third parties referenced in the submission.
- **Section 7.2:** The Guidelines should directly reference Article 45.1 of the NAAEC regarding the definition of "effectively enforce its environmental law".

Conclusions:

As stated above, the goals of the submission process are to effectively and efficiently resolve disputes between a private group and an environmental regulatory agency, to increase cooperation among the Parties to the Agreement on such issues, and to ultimately improve the effectiveness of environmental protection. The existing Guidelines and the submission process has served those objectives well to date, and the revision process should in no way alter its general framework.

The USCIB would welcome the opportunity to continue to participate in the Guidelines revision process, particularly at the JPAC roundtable on the Guidelines to be held next January in Montreal.

Sincerely,

Adam B. Greene
Director of Environmental Affairs

October 6, 2000

Joint Public Advisory Committee
Commission for Environmental Cooperation
393 St. Jacques West, Suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9

Re: Comments on Issues Relating to CEC's Citizen Submissions Mechanism

Dear Members:

Environmental Health Coalition (EHC) is thankful for the opportunity to comment on the *Draft Document of the Process for Public Review of Issues Concerning the Implementation and Further Elaboration of Articles 14 and 15* of the NAAEC as well as on *Submissions History Leading to Lessons Learned*. As petitioners of a pending submission under these articles we have gained first-hand experience of this process which in turn can serve to examine the effectiveness and efficiency of Articles 14 and 15 submission process.

The following comments relate only to the *Draft Document of the Process for Public Review of Issues Concerning the Implementation and Further Elaboration of Articles 14 and 15*. EHC will reserve its comments on the specific issues related to our pending submission as it has moved through the process for future comment sessions next year.

General Comments on the Draft Document

- **The Review Process Must Ensure Equal Access.** Under the proposed process, the public, including petitioners in a submission, must first address a particular issue of concern to the JPAC which will in turn carefully review it and analyze it prior to any decision to present it before the Council. A Party however, can go directly to the Council on any issue of concern without JPAC's initial review and analysis. **Under this format, the public, primarily a petitioner bringing an issue for review concerning its submission, will be placed in an unfair disadvantage. The Petitioner(s) will be subject to a first layer of review process compared to a Party which can go directly to the Council despite the fact that it may also part of the same submission.** In essence, such a process posses an undue burden on the public whenever there is a dispute as to the interpretation or implementation of Articles 14 and 15 because it is the only sector of stakeholders who must go through the JPAC prior to the Council for review. In order to ensure a more equitable process, a Party must bring any issue of concern to the JPAC if that Party is part of a submission and the issue relates that submission. The JPAC must in turn apply the same procedures to determine whether the issue of concern merits further review by the Council.
- **The Process Must Ensure Transparency and Fairness to All Involved.** Related to the fist comment, the review process must strive to achieve outmost transparency. If a member of the public or a petitioner to a submission brings an issue to the JPAC for review related to a particular submission, the parties involved in the specific submission must be informed and be given an opportunity to comment or respond to the issue being placed for review. Similarly, **if a Party to a submission raises an issue for review related to the submission, the JPAC must notify the petitioners, must send a copy of the statement by the Party to petitioners and must give them an opportunity to respond to the statement prior to any decision by the JPAC or Council.** Because it is expected that the majority of issues raised

for review will be concerning the treatment of pending submissions, it is imperative that all the parties involved be given an opportunity to participate in the review process.

- **The JPAC Must Conduct Public Review Before It Makes Its Recommendation to the Commission.** The public should be given the opportunity to present before the JPAC its position as to why should the Council review and resolve the issue being presented. The JPAC will only benefit from such public discussion in order to make a more intelligent and objective recommendation to the Council.
- **The Review Process Must Occur Within a Timely Manner and Must Not Cause Undue Delays in the Overall Article 14/15 Submission Process.** It is imperative that the review process for issues concerning the implementation of Articles 14 and 15 do not serve to further delay the overall submission process. **To safeguard such potential delays, the review of issues should have specific time limitations for review and analysis.** As discussed below in the Specific Comments section, it is unclear from the draft as to the amount of time allowable for review and response of issues presented to the JPAC and Council for review.

Specific Comments on the Draft Document

- **Raising an Issue with the Council.** The draft document provides that a member wishing to raise an issue must do so in writing not exceeding 3 pages. EHC believes this is an acceptable initial step in identifying and addressing the issue of concern. However, the JPAC must take a flexible approach to allow the submitter to further elaborate and articulate with specificity the nature of the concern at issue when it is of such a complex nature that it may not be able to be fully presented within the 3 page requirement. Additionally, the submitter must be given a priority when
- **Time the JPAC Has to Review and Respond to Inquiry.** It is unclear from the draft document the amount of time the JPAC will have to review an issue brought by the public. The review process must have strict time lines in order to assure effectiveness and efficiency. Although the draft specifies the time it shall take to publish a particular decision, it does not provide the time the JPAC may take in reviewing a particular issue. **It is of outmost importance to maintain a process with strict mechanisms that will ensure prompt response and transparency. Absent those mechanisms, this review process will prove ineffective, and instead will be disruptive to the overall submission process.** Generally, 30 to 45 calendar days should be considered to be reasonable time to review and respond to an issue presented by the public.

Respectfully submitted,

Cesar Luna, Esq.
Environmental Health Coalition
Border Environmental Justice Campaign
1717 Kettner Bld. Suite 100
San Diego, CA 92101
Phone: (619) 235-0281
Fax: (619) 232-3670
cesarl@environmentalhealth.org
www.environmentalhealth.org